

# L'opération Shujaa de l'Ouganda en RDC

Combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ?





[Le Groupe d'étude sur le Congo \(GEC\)](#) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

[Ebuteli](#) est un institut congolais de recherche, partenaire du Groupe d'étude sur le Congo. Nos analyses portent sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli, escalier en lingala, se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.

*Photo de couverture* : le 3 mai 2022. Les FARDC conduites par Constant Ndima, gouverneur militaire du Nord-Kivu, et l'armée ougandaise représentée par le général-major Kayanja Muhanga, commandant des troupes ougandaises (UPDF) sur le sol congolais en visite de la frontière congolo-ougandaise de Kasindi-Lubiriha, dans le territoire de Beni. © Sébastien Kitsa Musayi



# Table des matières

---

Résumé.....	4
Introduction.....	4
Opération Shujaa.....	5
Infrastructures routières et relations Ouganda-RD Congo.....	5
Les opérations militaires et l'escalade des tensions avec le Rwanda.....	7
La résurgence du M23 et les tensions régionales.....	8
Accès aux minerais de la RD Congo et tensions régionales.....	8
Le pétrole, Total et la France.....	10
Pétrole, TotalEnergies et un sentiment d'urgence.....	10
TotalEnergies et le soutien aux opérations militaires en cours.....	11
Conclusions.....	12
Annexe: Dott Services.....	13
Références.....	14



## Résumé

Une fois de plus, l'est de la République démocratique du Congo est en proie à des troubles. En novembre 2021, la rébellion du Mouvement du 23 Mars (M23) a commencé à lancer des attaques contre le gouvernement congolais dans la zone située juste à l'ouest des frontières ougandaise et rwandaise. Ces attaques se sont intensifiées en mai, lorsque la rébellion a pris Rumangabo, le plus grand camp militaire du Nord-Kivu, et a avancé vers Goma. Fin mai, elles avaient provoqué le déplacement de 61 000 personnes, tandis que des indices crédibles suggéraient que le gouvernement rwandais soutenait l'offensive du M23.

Ce rapport se concentre sur l'un des facteurs qui ont conduit à cette situation : le déploiement des Forces de défense populaires de l'Ouganda (UPDF) pour mener des opérations aux côtés de l'armée congolaise dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Selon le gouvernement ougandais, ces opérations ont été lancées afin de démanteler les Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe armé islamiste reclus et extrêmement brutal. Mais était-ce la seule raison ? Dans ce rapport, nous nous attachons à comprendre l'éventail des autres motifs économiques, géopolitiques et sécuritaires en jeu. Il explique en particulier que l'opération militaire visait vraisemblablement aussi à protéger les gisements de pétrole et les infrastructures de l'Ouganda autour du lac Albert, et à construire des routes pour développer un marché pour les exportations ougandaises.

Tant le gouvernement ougandais que des entreprises privées tirent profit des opérations militaires. Elles permettent à Dott Services, une entreprise de construction ougandaise, et à TotalEnergies, une compagnie pétrolière française, de promouvoir leurs intérêts. Le président Yoweri Museveni a fait du commerce et du pétrole la pierre angulaire de sa stratégie économique et politique : avec une population jeune qui augmente rapidement et une popularité déclinante, la croissance économique est essentielle pour son gouvernement.

L'intervention ougandaise a déjà eu des répercussions géopolitiques de grande ampleur. L'opération a irrité le Rwanda et a été l'une des raisons de la réapparition de la rébellion du M23.

## Introduction

Le 16 novembre 2021, trois kamikazes ont attaqué Kampala, tuant au moins quatre autres personnes et en blessant 37, dont 27 policiers. Un quatrième kamikaze a été traqué et abattu. Le président ougandais Yoweri Museveni a déclaré plus tard dans la journée que les assaillants étaient liés aux ADF, qui sont apparus en Ouganda au début des années 1990 et sont basés en République démocratique du Congo depuis 1995.<sup>1</sup> L'État islamique, auquel les ADF ont prêté allégeance en juillet 2019<sup>2</sup>, a revendiqué ces attaques dans un communiqué le même jour<sup>3</sup>. Il avait également revendiqué une série d'attentats à la bombe au cours des semaines précédentes, dont un contre un poste de police et un autre contre un restaurant de porc<sup>4</sup>.

Peu après l'attaque, le président congolais Felix Tshisekedi et le président Museveni ont convenu de lancer des opérations « conjointes » dans le nord-est du Congo en vue de démanteler les ADF<sup>5</sup>. Cet accord politique a été formalisé dans un accord de défense et de sécurité entre l'Ouganda et le Congo signé le 9 décembre<sup>6</sup>.

On sait peu de choses sur le déroulement militaire de l'opération. Bien que le général Muhoozi Kainerugaba, fils de Museveni et commandant des forces terrestres ougandaises, communique souvent et avec enthousiasme sur l'opération sur les médias sociaux, aucune des deux armées n'a fourni beaucoup d'informations concrètes.

Ce rapport est principalement basé sur des entretiens réalisés à Kinshasa et à Kampala en janvier et février 2022, et sur des entretiens de suivi à distance avec une variété d'acteurs : analystes du renseignement, diplomates, journalistes et leaders de la société civile, pour un total de 47 entretiens. Compte tenu de la sensibilité d'une grande partie des informations, la plupart de ces sources ne sont pas nommées.



## Opération Shujaa<sup>7</sup>

Depuis le lancement des opérations, le gouvernement ougandais les présente comme un succès. Il y a eu une série de reportages de journalistes intégrés à l'opération, dépeignant largement l'héroïsme de l'UPDF<sup>8</sup>. Le partisan le plus enthousiaste des opérations a peut-être été le fils du président Muhoozi Kainerugaba, qui a affirmé sur Twitter qu'un millier de rebelles des ADF avaient été tués<sup>9</sup> et que l'UPDF avait « largué 30 tonnes de munitions sur eux pendant qu'ils dormaient » le 30 novembre 2021<sup>10</sup>.

De même, le porte-parole des FARDC, le général de division Kasonga, a affirmé le 27 mars que « *tous les sanctuaires, tous les quartiers généraux, toutes les places fortes des ADF ont été détruits et les environs pacifiés* »<sup>11</sup>. Ceux qui restent sont quelques « criminels », qui ont réussi à échapper aux frappes, « à la recherche de nourriture et de médicaments pour leur survie. » Le 7 mars 2022, les FARDC ont annoncé avoir libéré au moins 72 otages, capturé 98 combattants, tué plusieurs autres et récupéré 197 armes<sup>12</sup>.

Cependant, aucune de ces allégations ne semble avoir été étayée par des sources indépendantes. L'opération a utilisé l'artillerie lourde contre les ADF, ce qui a éloigné le groupe de ses bases historiques dans le « Triangle de la mort », au nord-est de la ville de Beni, et l'a fragmenté en trois à quatre groupes<sup>13</sup>. Certains de ces groupes se sont déplacés vers l'ouest en direction de Mambasa, ce qui y a entraîné une augmentation du nombre d'attaques. Bien que le nombre d'attaques des ADF ait diminué au cours des premiers mois de l'opération, la violence a recommencé à augmenter depuis février 2022. Selon le Baromètre sécuritaire du Kivu, au moins 119 civils ont été tués par les ADF en mars 2022, ce qui est supérieur à la moyenne enregistrée lors des huit mois précédents l'opération<sup>14</sup>.

De plus, il ne semble pas que les ADF aient été structurellement affaiblies par l'opération. Un diplomate qui suit de près les opérations a comparé leur stratégie à « *essayer d'écraser une mouche avec un marteau* » ; un autre les a décrites comme « *beaucoup de poussière et de bruit* », ce qui a affecté les opérations et la capacité militaires des ADF, mais dont l'impact à long terme sur le groupe est discutable. Les analystes soutiennent également que le nombre de soldats de l'UPDF impliqués dans l'opération — entre 2 000 et 4 000 — ne lui permet pas d'avoir beaucoup d'effet : étant donné le terrain difficile et vaste sur lequel elle opère, l'UPDF est probablement limitée à repousser les combattants des ADF vers des endroits plus éloignés<sup>16</sup>. De plus, la stratégie

militaire actuelle néglige le caractère hybride du groupe, car les ADF sont à la fois un acteur régional, avec des réseaux à travers l'Afrique de l'Est<sup>17</sup>, ainsi qu'un groupe local, ancré dans les luttes et les dynamiques locales<sup>18</sup>.

Enfin, selon des entretiens avec des sources proches de l'UPDF, un objectif majeur de l'opération militaire semble avoir été la création d'une zone tampon le long de la frontière<sup>19</sup>. Cependant, les ADF sont plutôt réapparues dans la zone frontalière, dans des endroits tels que la chefferie de Watalinga et les zones adjacentes. Ces zones avaient été épargnées par les violences des ADF ces dernières années, mais avaient constitué la base des ADF à la fin des années 1990, d'où elles ont lancé des attaques en Ouganda. Par exemple, plusieurs attaques récentes ont eu lieu dans la ville de Nobili, du côté congolais de la frontière. C'était la première fois depuis plusieurs années que cette localité, plaque tournante commerciale importante et principal point d'entrée de l'UPDF en RD Congo pour l'opération Shujaa, était visée par le groupe<sup>20</sup>. Les opérations semblent donc paradoxalement avoir rendu la frontière moins sûre qu'auparavant.

## Infrastructures routières et relations Ouganda-RD Congo

Dans les années précédant l'opération Shujaa, il y avait eu une série de réunions entre Tshisekedi et Museveni concernant la construction de routes dans l'est de la RD Congo. Lors d'une visite du président congolais en Ouganda les 9 et 10 novembre 2019, il a été convenu que « *les deux pays mettraient en œuvre certains projets d'infrastructures stratégiques, notamment la construction et la modernisation de 1 182 kilomètres de réseau routier principal reliant les deux pays* »<sup>21</sup>. Cela a été développé davantage le 21 février 2020<sup>22</sup>, lorsqu'ils ont convenu de la reconstruction immédiate de 223 kilomètres de routes prioritaires<sup>23</sup>.

Le coût de ces routes prioritaires est estimé à 335 millions de dollars<sup>24</sup>. Il a été convenu que les deux pays contribueraient à hauteur de 20 % à ces coûts. En octobre 2020, le gouvernement ougandais a approuvé 66 millions de dollars pour le projet<sup>25</sup>. Les 60 % restants du coût total — soit 201 millions de dollars — seraient payés par la société de mise en œuvre Dott Services. Cependant, pour l'instant, seul l'Ouganda a officiellement approuvé le financement<sup>27</sup>; aucune communication congo-



laise officielle n'a été publiée à cet égard et les budgets congolais pour 2021 et 2022 ne prévoient pas de financement pour cela<sup>28</sup>. Après la signature d'un accord officiel pour la construction de la route, le projet a été officiellement lancé par les deux présidents le 16 juin 2021<sup>29</sup>.

Ces travaux routiers sont liés à l'opération Shujaa de diverses manières.

Premièrement, ils auront des ramifications économiques et politiques plus larges : le 29 mars 2022, la RD Congo est devenue membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), devenant potentiellement un partenaire commercial encore plus important pour la région, et pour l'Ouganda en particulier<sup>30</sup>. Il y a toujours eu un commerce transfrontalier important entre l'Ouganda et la RD Congo. En 2019, par exemple, les exportations formelles de l'Ouganda vers son voisin représentaient 156 millions de dollars ; les exportations informelles étaient encore plus importantes, d'une valeur de 330 millions de dollars, dont la majorité étaient des biens industriels<sup>31</sup>. Cela fait de la RD Congo le plus grand marché d'exportation pour les exportations informelles ougandaises, représentant 62 % de toutes les exportations informelles<sup>32</sup>. Le poste frontière de Mpondwe, point de départ des nouvelles routes, est un point d'échange particulièrement important<sup>33</sup>. L'intégration de la RD Congo dans l'EAC contribuera à élargir davantage ce marché pour les produits ougandais. Son secteur manufacturier est beaucoup plus faible et importe de nombreux produits agricoles d'Ouganda<sup>34</sup>. Tout cela est politiquement important pour le régime de Museveni : la population ougandaise augmente rapidement et le régime est de plus en plus contesté, ce qui rend la croissance économique importante pour asseoir sa légitimité<sup>35</sup>.

Cependant, pour que la construction de routes et l'intégration économique réussissent, une protection militaire est nécessaire. Dans la communication du gouvernement et de l'armée ougandaise, les routes et la sécurité ont été présentées comme étroitement liées<sup>36</sup>. La chronologie des opérations et la construction de routes sont aussi liées : l'UPDF a officiellement lancé ses attaques contre les ADF le 30 novembre 2021 ; la construction routière a commencé quelques jours plus tard, le 3 décembre 2021, avec une cérémonie officielle impliquant les deux ministres respectifs, et au cours de laquelle le gouvernement congolais a officiellement « *remis des sites cruciaux* » à l'entreprise<sup>37</sup>.

Particulièrement intéressante dans ce contexte est la façon dont en octobre 2021, avant les attentats de Kampala ou les opérations en cours, un protocole d'accord a été signé entre Kinshasa et Kampala sur « des opérations

concertées ciblées pour des travaux d'infrastructure » en RD Congo<sup>38</sup>. Le protocole d'accord — qui est classifié — a été signé entre les chefs d'état-major des armées respectives et comportait un plafond d'effectifs pour le déploiement avec du personnel technique supplémentaire pour les routes<sup>39</sup>. On ne trouve qu'une seule mention publique de ce protocole d'accord, dans un discours de Christophe Lutundula, ministre congolais des Affaires étrangères, devant le corps diplomatique à Kinshasa, à l'occasion du lancement des opérations conjointes UPDF-FARDC<sup>40</sup>.

Pour être clair, il ne s'agit pas de prétendre que les attentats de Kampala ont été conçus pour fournir un prétexte à une intervention militaire, mais plutôt de souligner à quel point la protection militaire est centrale pour la construction des routes qui devrait durer environ deux ans<sup>41</sup>. Cet horizon temporel pourrait expliquer pourquoi l'UPDF reste vague quant à son intention de rester en RDC — annonçant plutôt qu'elle compte revoir l'opération tous les deux mois<sup>42</sup>.

Le deuxième lien entre l'opération Shujaa et les travaux routiers concerne Dott Services, la société qui mettra en œuvre les projets de construction. Selon le ministre ougandais des travaux publics et des transports, l'entreprise a été choisie et contractée par le gouvernement congolais<sup>43</sup>. Quelques éléments sont à noter au sujet de l'entreprise.

(i) Le choix de Dott Services pour ce contrat routier a été critiqué au parlement ougandais en raison de la qualité de ses travaux antérieurs<sup>44</sup>. Dott Services a un passé contesté : elle a un conflit de longue date avec l'Uganda National Road Authority et a connu une série de batailles judiciaires liées à la qualité de son travail. (Voir l'[annexe 1](#) pour un aperçu plus détaillé à ce sujet).

(ii) Très peu de ces critiques ont émergé dans la presse ougandaise. Deux journalistes ougandais en ligne qui avaient écrit sur le contrat routier de Dott Services en RD Congo ont été arrêtés et détenus pendant trois semaines en mai-juin 2021, risquant jusqu'à deux ans de prison, sur des accusations de calomnie criminelle et de diffamation liées à Dott Services<sup>45</sup>. L'affaire a finalement été abandonnée en décembre 2021, les journalistes recevant le soutien d'ONG internationales de défense des droits humains<sup>46</sup>. Cependant, depuis lors, aucun article de la presse ougandaise n'a analysé de manière critique ce contrat routier<sup>47</sup>.

(iii) L'entreprise est considérée comme une illustration de l'importance des relations politiques dans le secteur des affaires ougandais en général<sup>48</sup>. Dott Services est perçue comme particulièrement connectée : certains rapports situent l'entreprise comme proche de la famille du prés-



ident<sup>49</sup>; d'autres analystes à Kampala nous ont affirmé que l'entreprise est proche à la fois de la famille du président et d'autres élites politico-économiques, et qu'elle fait pression depuis plusieurs années pour obtenir ce projet routier<sup>50</sup>.

(iv) Autre illustration de l'importance de cette société dans les relations entre les deux pays, Dott Services a signé en décembre 2020 un contrat minier avec la société minière publique congolaise Sakima (Société Aurifère du Kivu et du Maniema), acquérant d'importants sites miniers de la province du Maniema<sup>51</sup>. Ceci sera expliqué plus en détail ci-dessous.

Les travaux de construction de routes font partie des relations compliquées entre les deux pays. Dès le début de son mandat, le président Tshisekedi s'est grandement investi pour tenter d'établir de meilleures relations avec ses voisins, notamment l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi<sup>52</sup>. Il a également exprimé son intention d'établir un plan dans lequel ces pays mèneraient des opérations militaires sous la supervision de son armée contre les diverses insurrections en RD Congo<sup>53</sup>. De même, Museveni s'était efforcé d'améliorer les liens avec le gouvernement de Tshisekedi, par exemple en invitant une délégation d'évêques congolais à discuter de l'insurrection des ADF en juillet 2019<sup>54</sup>; ou en organisant un forum d'affaires Ouganda-RD Congo en novembre 2019<sup>55</sup>.

Pourtant, cette méfiance n'a pas disparu, comme l'a souligné une source<sup>56</sup> proche de l'armée congolaise<sup>57</sup>. Un certain nombre d'officiers des FARDC se sentent mal à l'aise avec la présence de l'UPDF sur le territoire congolais, compte tenu de leurs invasions passées en RD Congo<sup>58</sup>. De plus, le récent verdict de la Cour internationale de justice (CIJ) est également un rappel brutal de leurs tensions historiques. En février 2022, la CIJ a décidé que l'Ouganda devait payer à son voisin 325 millions de dollars pour son rôle dans les guerres de la RD Congo de 1996-2003<sup>59</sup>. Au sein du public congolais, il existe également une grande méfiance quant aux bénéfices éventuels des routes pour leur pays<sup>60</sup>. Cela dépendra de la mesure dans laquelle le commerce — qui est en grande partie informel pour le moment — sera formel et taxé. De plus, nul ne sait qui bénéficiera du péage routier proposé, bien qu'un article de presse ait suggéré qu'il s'agirait de Dott Services, en tant que « retour sur investissement »<sup>61</sup>.

## Les opérations militaires et l'escalade des tensions avec le Rwanda

Parmi toutes ces dynamiques, il est important de souligner l'isolement croissant du Rwanda, ainsi que les tensions avec l'Ouganda.

À peu près au même moment où les troupes ougandaises sont entrées en RD Congo, le gouvernement congolais a également fermé les yeux sur l'entrée sur de troupes burundaises pour mener des opérations ciblées contre les rebelles burundais du RED-Tabara<sup>62</sup>. Cela a commencé en décembre 2021 et s'est poursuivi jusqu'en 2022, avec environ 380 soldats<sup>63</sup>. En d'autres termes, alors que l'Ouganda et le Burundi ont pu mener des opérations militaires en RD Congo, ce n'était pas le cas du Rwanda<sup>64</sup>. En conséquence, le Rwanda s'est senti marginalisé et a même perçu les interventions de son voisin comme une menace. Le président Kagame a exprimé à de nombreuses reprises son inquiétude ainsi que sa déception de ne pas être inclus dans l'opération militaire contre les ADF<sup>65</sup>. Il a souligné la nécessité d'une collaboration, arguant qu'il existe un lien direct entre les ADF, les FDLR et d'autres groupes armés<sup>66</sup>. Il a également déclaré que son pays envisageait « divers mécanismes » pour résoudre les problèmes de sécurité dans l'est de la RD Congo<sup>67</sup>, ce qui a été compris par certains comme une menace voilée d'intervention militaire<sup>68</sup>. Aux dires d'un diplomate de la région, « Kigali voit l'ouverture de Kinshasa vers l'Ouganda et le Burundi ; et ils se sentent entourés de régimes hostiles, ce qui les isole de plus en plus dans la région »<sup>69</sup>.

L'annonce récente du sommet de Nairobi en avril 2022 peut être considérée comme un moyen de résoudre ces tensions. Dans une déclaration conjointe, la RD Congo, le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya ont annoncé des négociations politiques ainsi qu'une action militaire contre les groupes armés en RD Congo, et ont exigé que « tous les groupes armés étrangers en RDC désarment et retournent sans condition et immédiatement dans leurs pays d'origine respectifs »<sup>70</sup>.

Les tensions entre le Rwanda et l'Ouganda remontent aux deux guerres au cours desquelles ces pays se sont affrontés sur le sol congolais en 1999 et 2000. Bien qu'il y ait eu un rapprochement récent, avec la réouverture du poste frontière de Gatuna fin janvier 2022<sup>71</sup>, l'état des relations entre Kigali et Kampala reste difficile à évaluer. Des déclarations récentes de Kagame telles que « Nous



*souhaitons la paix à tout le monde dans la région, mais quiconque nous souhaite une guerre, nous la lui donnons* »<sup>72</sup>, indiquent clairement que le conflit est toujours possible. Si le général Abel Kandiho, que les responsables rwandais ont accusé de soutenir leurs ennemis, a été écarté de la puissante Chefferie du renseignement militaire (*Chieftaincy of Military Intelligence, CMI*), cette démarche conciliante a été rapidement suivie par sa nomination au poste de chef d'état-major de la police ougandaise<sup>73</sup>.

Les projets de construction de routes, en particulier la route de Rutshuru à Goma, sont également soupçonnés de constituer une menace pour la sphère d'influence du Rwanda dans l'est de la RDC. Un certain nombre de diplomates et d'analystes nous ont expliqué que cette route est considérée comme une ligne rouge par les autorités rwandaises, ce qu'elles ont clairement fait savoir à Kinshasa et à Kampala<sup>74</sup>.

Une méfiance similaire existe du côté ougandais. Des autorités ougandaises ont également soupçonné le Rwanda de soutenir les ADF<sup>75</sup>. La récente navette diplomatique vers Kigali du fils du président ougandais, Muhoozi Kainerugaba, peut être comprise comme une tentative d'atténuer ces tensions. Selon les mots d'un diplomate : « *Le fils du président a fait beaucoup pour communiquer le message : nous ne venons pas pour vous les gars. Nous savons que la route arrive à votre porte et que cela peut être perçu comme une provocation, mais nous ne sommes pas là pour un conflit* ».

## La résurgence du M23 et les tensions régionales

La rébellion du M23 avait été vaincue par une offensive conjointe des Nations Unies et des FARDC en novembre 2013, les troupes restantes ayant fui vers le Rwanda et l'Ouganda. À partir de 2017, le M23 a commencé à lancer des attaques isolées contre l'armée congolaise dans la zone autour du volcan du mont Sabinyo. Ces attaques se sont multipliées en novembre 2021, lorsque le groupe a organisé plusieurs raids autour de la ville de Rutshuru, et se sont encore intensifiées fin mars 2022, lorsque le M23 a pris le contrôle de zones clés du territoire de Rutshuru<sup>76</sup>.

D'une part, un certain nombre d'observateurs soutiennent que ces attaques étaient l'initiative du M23, destinée à forcer les négociations avec le gouvernement congolais, notamment à la lumière du lancement récent

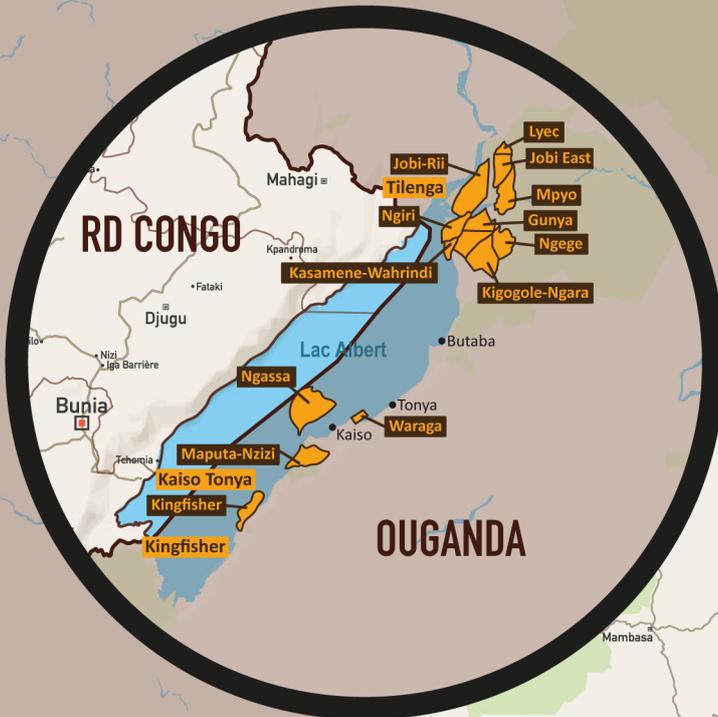
programme P-DDRCS (Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et programme de stabilisation)<sup>77</sup>. La déclaration unilatérale de cessez-le-feu du M23 pourrait en être une indication, car elle visait à ouvrir le dialogue avec le gouvernement<sup>78</sup>.

D'autres interprètent la résurgence du M23 comme une réaction de Kigali à l'influence et à la présence croissante de l'Ouganda dans l'est de la RD Congo<sup>79</sup>. Le soutien du Rwanda au M23 dans le passé, au cours de la période 2012-2013, a été amplement documenté<sup>80</sup>. Au cours de plusieurs entretiens avec des diplomates et des analystes, ceux-ci ont exprimé des soupçons qu'une forme de soutien rwandais, déclenché par les tensions avec l'Ouganda, ait pu également jouer un rôle dans l'activité renouvelée du M23<sup>81</sup>. Quelques jours avant une grande attaque du M23 le 23 mars 2022, le général de l'UPDF Kayanja Muhanga a prononcé un discours lors du lancement officiel de la construction de la route Kasindi-Beni-Butembo. Il a souligné qu'ils construiraient non seulement la route de Kasindi, mais également la route Rutshuru-Goma<sup>82</sup>. Plusieurs sources indiquent que ce discours a été vécu comme une provocation par le Rwanda<sup>83</sup>. Soulignant les liens entre les routes et les opérations militaires, l'UPDF est alors intervenue pour protéger les équipements de Dott Services à Bunagana lors de l'attaque du M23 qui a suivi ce discours<sup>84</sup>.

## Accès aux minerais de la RD Congo et tensions régionales

L'est de la RD Congo est une importante source de minerais pour l'Ouganda et le Rwanda. Les deux pays se sont historiquement disputé l'accès aux minerais de l'est de la RD Congo ; cette compétition est revenue sur le devant de la scène ces dernières années.

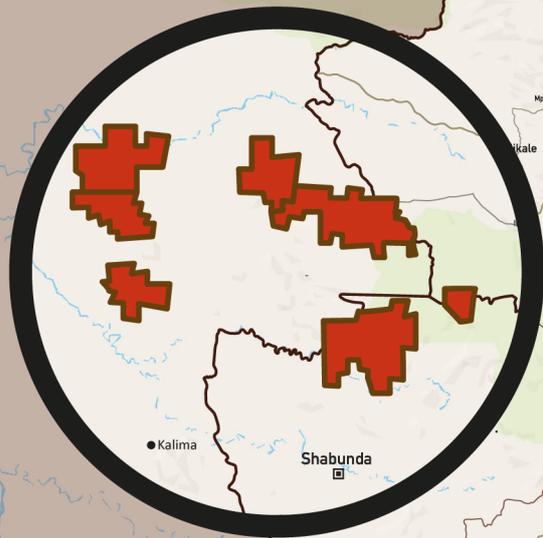
En novembre 2020, Dott Services a signé un contrat avec la société minière publique congolaise Sakima, par lequel elle a acquis des sites miniers d'importance stratégique dans la province du Maniema, riches en étain, tantale et tungstène, ainsi qu'en or<sup>85</sup>. Pour ce faire, elle a créé la coentreprise Punia Kasese Mining (PKM), dont elle détient 70 % des parts<sup>86</sup>. Les 30 % restants appartiennent à la société minière publique congolaise Sakima<sup>87</sup>. Le contrat prévoit également la création d'une usine de traitement de minerais et de métaux précieux permettant à la coentreprise de lancer des projets d'infrastructures dans la région, ainsi que la réhabilitation et le développement d'actifs hydroélectriques<sup>88</sup>.



**CHAMPS PÉTROLIERS**

**PIPELINE**

**CONCESSIONS MINIÈRES DE DOTT SERVICES**



**ROUTES À CONSTRUIRE**

**OPÉRATIONS MILITAIRES DES UPDF EN RDC**

18 miles  
NORTH 18 kilometres

**Sources**  
 Pour les concessions minières, il s'agit de localisations approximatives. La source est le cadastre minier congolais (<http://drlicences.cami.cd/>). Pour les champs pétroliers en Ouganda, la source est Ian Cloke, Shane Cowley et Robin Rindfuss, " Hydrocarbon Exploration History of Uganda ", *GeoExPro*, Vol 15, No 5, 2018. Pour les opérations des UPDF, cela est basé sur les sources GEC/Ebuteli. Pour les routes, ceci est basé sur les sources GEC/Ebuteli et « Le Groupe Dott Services, Constructeur Des Routes RDC-Ouganda A Acquis Des Sites Minières Dans Le Maniema », *Congo Virtuel*, 30 juin 2021.





Étant donné la sensibilité d'impliquer les pays voisins dans l'exploitation des ressources naturelles congolaises, ce contrat ainsi que les informations le concernant ont été étroitement contrôlés par la présidence, ce qui a entretenu les soupçons. Certains activistes de la société civile doutent que la coentreprise démarre vraiment ; ou craignent que les Congolais soient les perdants de ces projets<sup>89</sup>.

Peu de temps après, fin juin 2021, une série de contrats miniers ont également été signés entre le Rwanda et la RD Congo. Le premier a été signé entre les présidents des deux pays, stipulant que l'or produit par Sakima sera raffiné au Rwanda par la société locale relativement inconnue Dither Ltd. De plus, selon une source, les chargements d'or seraient sécurisés par les armées des deux pays, ce qui pourrait, comme l'a suggéré la source, donner aux Forces de défense rwandaises « *une marge de manœuvre considérable pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement minière dans les provinces de l'Est de la RDC* »<sup>90</sup>. Un autre contrat, signé entre Dither et Sakima au cours de la même période, stipule que Dither fournira un financement pour « *le début des opérations minières* »<sup>91</sup>.

La présidence congolaise, en lieu et place du ministère des Mines, aurait également été impliquée dans les négociations sur ce dernier contrat, laissant entendre que les autorités le voient comme faisant partie du rapprochement entre les deux pays<sup>92</sup>.

Ce contrat – dont la version finale n'a pas été rendue publique – a suscité de vives inquiétudes en RD Congo et à Kampala<sup>93</sup>. L'or constitue l'une des principales sources de revenus d'exportation du pays : en 2021, l'or était le produit d'exportation le plus important de l'Ouganda, pour une valeur de 2,24 milliards de dollars<sup>94</sup>. La majeure partie de cet or provient de la RD Congo et une baisse de l'accès à l'or congolais entraînerait des conséquences économiques majeures<sup>95</sup>.

## Le pétrole, Total et la France

### Pétrole, TotalEnergies et un sentiment d'urgence

Il existe d'importants gisements de pétrole sur les rives congolaise et ougandaise du lac Albert. Sur la base d'entretiens avec des sources en Ouganda ainsi qu'en RD

Congo, nous soutenons que la sécurisation des champs pétrolifères constitue une raison importante de l'opération militaire en cours. Les investissements de plusieurs milliards de dollars sont la pierre angulaire de la stratégie économique et politique de Museveni.

Le 1<sup>er</sup> février 2022, au milieu de l'opération Shujaa, un accord d'investissement a été finalisé sur le projet pétrolier, d'une valeur de plus de 10 milliards de dollars, par le président Museveni, la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) et TotalEnergies<sup>96</sup>. On estime que la région du lac Albert contient entre 1 et 1,4 milliard de barils, faisant de l'Ouganda le pays détenant les cinquièmes plus grandes réserves d'Afrique subsaharienne<sup>97</sup>. La région accueille le projet Tilenga, opéré par TotalEnergies, et Kingfisher par CNOOC.

Les élections de 2026 en Ouganda créent un sentiment d'urgence pour ce projet, le pétrole étant censé commencer à couler en 2025. Cela pourrait à son tour être une raison majeure influençant l'intervention militaire ougandaise.

Cette urgence est également présente pour TotalEnergies, le principal investisseur de Tilenga<sup>98</sup>, et pour l'East Africa Crude Oil Pipeline (EACOP) qui acheminera le pétrole par un oléoduc de 1 443 kilomètres jusqu'au port tanzanien de Tanga<sup>99</sup>. Total est sous pression, car ce projet intervient dans un contexte de critique croissante des investissements dans les énergies fossiles, et notamment des nouveaux investissements pétroliers, en raison de la crise climatique<sup>100</sup>. Lors de la COP26 à Glasgow, le gouvernement français, dont le soutien est particulièrement important pour TotalEnergies, s'est engagé à réduire sa dépendance aux énergies fossiles en devenant membre de la coalition *Beyond Oil and Gas Alliance*. Dans le cadre de cette initiative, la France s'est engagée à supprimer progressivement toute exploration et production de pétrole et de gaz sur son territoire métropolitain et outre-mer d'ici 2040<sup>101</sup>. De plus, TotalEnergies est sous la pression de ses actionnaires pour se réorienter vers des énergies plus durables<sup>102</sup>.

Ce contexte a déjà eu un impact sur le financement du projet. En mars et avril 2021, plusieurs bailleurs de fonds – la Banque africaine de développement, onze banques commerciales (dont Barclays et BNP Paribas) – et trois compagnies d'assurance<sup>103</sup> ont retiré leur soutien à l'EACOP après les pressions et les critiques de la coalition internationale StopEACOP.

L'impact du projet sur les droits humains a également été vivement critiqué : TotalEnergies est poursuivi en



France par six ONG pour ne pas avoir correctement évalué la menace du projet Tilenga pour les droits humains et l'environnement<sup>104</sup>. L'implication de TotalEnergies avec le régime de Museveni a également été critiqué, car des activistes, des journalistes et des représentants de la société civile travaillant sur ces problématiques en Ouganda ont été intimidés et harcelés, une question qui a été soulevée par quatre représentants spéciaux distincts de l'ONU<sup>105</sup>. En novembre 2021, une mission diplomatique européenne a également été brutalement expulsée de la zone<sup>106</sup>.

Cela ne signifie pas que TotalEnergies va se retirer. Au contraire : Tilenga est important dans la stratégie de l'entreprise, car elle a besoin de nouveaux projets pour compenser la raréfaction des gisements qu'elle détient dans d'autres pays africains, comme le Gabon ou l'Angola<sup>107</sup>. Cependant, cela augmente la pression pour commencer à extraire le pétrole bientôt.

Après avoir progressé très lentement pendant longtemps, le processus s'est considérablement accéléré ces dernières années. En 2020, le gouvernement ougandais a autorisé la résolution d'un différend fiscal de longue date à l'avantage de TotalEnergies, permettant à l'entreprise d'acheter les actifs de Tullow Oil dans le pays. Le cadre législatif et réglementaire a également été modifié pour favoriser l'exploitation pétrolière<sup>108</sup>. Un rapport d'une publication de l'industrie a même affirmé que les autorités ougandaises avaient « *cédé à toutes les demandes* » de TotalEnergies et que l'entreprise avait reçu « *carte blanche* »<sup>109</sup>.

Cette accélération a été particulièrement visible au cours de la dernière année. Le 11 avril 2021, une série d'accords ont été signés entre l'Ouganda, la Tanzanie et TotalEnergies pour la construction du pipeline de 3,5 milliards de dollars<sup>110</sup>. En septembre 2021, le gouvernement ougandais a introduit une loi – la loi EACOP – afin de définir les réglementations fiscales et économiques du gazoduc, notamment une série d'exonérations fiscales<sup>111</sup>. Cette loi a été promulguée par le parlement en décembre 2021<sup>112</sup>.

Ces investissements massifs nécessitent de la sécurité. Le gouvernement ougandais et TotalEnergies veulent éviter un scénario comme celui de Cabo Delgado, au Mozambique, où une insurrection a suspendu l'investissement de plusieurs milliards de dollars de TotalEnergies.<sup>113</sup> Comme nous l'a confié un analyste : « *Les investisseurs sont particulièrement nerveux à l'idée d'attaques contre les infrastructures pétrolières ; il y a un investissement de plusieurs milliards en jeu (...) Une attaque de pipeline serait catastrophique, comme le serait un cas de force majeure sur les puits* »<sup>114</sup>.

Pour cette raison, la région riche en pétrole s'est vue de plus en plus militarisée, notamment par le gouvernement français<sup>115</sup>. Depuis 2016, l'armée française forme les troupes ougandaises à la guerre en montagne et en 2019, la nouvelle brigade de montagne a été officiellement investie<sup>116</sup>. La protection du pétrole a été explicitement reconnue comme une raison centrale de son existence : en 2018, le chef des forces de défense, le général David Muhoozi, a déclaré à propos de la collaboration militaire franco-ougandaise que la région Albertine « *a besoin d'une protection sérieuse pour que la jeune industrie pétrolière puisse prospérer* »<sup>117</sup>. Cela pourrait expliquer pourquoi l'opération Shujaa étend ses opérations dans la province de l'Ituri et s'est impliquée avec des groupes armés autres que les ADF. Le 11 février 2022, l'UPDF et les FARDC, par exemple, ont affronté les rebelles de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) alors qu'ils tentaient de piller du bétail<sup>118</sup>. Un chef traditionnel de cette région a exprimé sa gratitude envers l'UPDF pour avoir affronté non seulement les ADF, mais également le groupe armé CODECO<sup>119</sup>.

Enfin, il convient également de mentionner qu'il existe un bloc pétrolier du côté congolais du lac Albert. Le pompage du pétrole à partir de cet endroit augmenterait également la rentabilité du coûteux pipeline EACOP. Bien que TotalEnergies ait cédé ses parts dans ce bloc pétrolier particulier en 2019<sup>120</sup>, il est toujours considéré comme le seul candidat sérieux : compte tenu de ses activités de l'autre côté du lac, l'investissement relatif serait plus faible<sup>121</sup>.

## TotalEnergies et le soutien aux opérations militaires en cours

La France a joué un rôle important dans le soutien de ces opérations militaires. Les troupes ougandaises et congolaises impliquées dans les opérations en cours ont reçu une formation de la part de l'armée française. Les UPDF en RD Congo sont pour la plupart des membres de la Brigade de montagne, qui ont été entraînés par les Français, tandis que certaines des troupes congolaises participant à l'opération Shujaa ont été entraînées au combat dans la jungle : un premier bataillon des FARDC a été formé en 2021 par les Français (au Gabon) au combat dans la jungle<sup>122</sup>, et un deuxième bataillon est actuellement en formation<sup>123</sup>.

Des rapports établis par des ONG ont également mis en lumière le soutien du gouvernement français



à TotalEnergies<sup>124</sup>. Cela se manifeste en Ouganda, où les diplomates français sont de plus en plus considérés comme une exception par les autres pays européens, compte tenu de leur forte insistance sur les intérêts économiques avec moins d'attention accordée à la démocratie ainsi qu'à la gouvernance<sup>125</sup>.

Le message fort de soutien qu'Emmanuel Macron a écrit au président Museveni peu après les élections controversées de 2021 en Ouganda, espérant « *approfondir l'amitié entre nos deux pays, et développer une relation de confiance dans tous les domaines d'intérêt mutuel, à la fois politique et économique* », en est une illustration<sup>126</sup>. D'autres diplomates occidentaux ont jugé cela étrange, car ils ont remis en question la légitimité des élections de 2021, compte tenu de l'utilisation d'une violence extrême par les forces de sécurité de l'État, notamment les 54 personnes tuées lors des deux jours de manifestations en novembre 2021, ainsi que des irrégularités électorales<sup>127</sup>. Un journaliste a fait valoir que « *le message de Macron est allé bien au-delà des autres messages diplomatiques de la même période (...) le ton ainsi que le contenu du message ont été jugés inappropriés par de nombreuses personnes* ». Le pétrole a joué un rôle important, comme cela a été précisé dans la lettre de Macron. Il a déclaré vouloir « *accélérer la construction de l'oléoduc EACOP, affirmant que ce sera une opportunité majeure d'intensifier les échanges entre les deux pays et d'élargir davantage leur coopération* »<sup>128</sup>. Fait révélateur, la lettre a été rendue publique par la présidence ougandaise, et non par la France.

Il existe un parallèle avec l'insurrection islamiste à Cabo Delgado, au Mozambique, où TotalEnergies a également un projet de gaz naturel liquéfié, et où l'armée rwandaise mène des opérations depuis juillet 2021. Peu avant le lancement des opérations, Macron a rencontré Kagame et a publié une déclaration soutenant les opérations militaires au Mozambique<sup>129</sup>. Certains analystes soupçonnent la France de financer ces opérations par une augmentation de son aide au développement au Rwanda, ce que dément Kigali<sup>130</sup>. Des sources soulignent que plus récemment, la France a fait pression sur l'UE pour financer les opérations rwandaises dans la région<sup>131</sup>.

## Conclusions

Sept mois après le lancement de l'opération Shujaa par l'UPDF dans l'est de la RD Congo, force est de constater que les opérations militaires n'ont pas le succès annoncé dans la presse ougandaise. Si l'opération a réussi à créer des poches de sécurité isolées, elle n'est pas parvenue à affaiblir structurellement les ADF. On peut également se

demander si l'UPDF a la capacité de le faire, étant donné le vaste territoire ainsi que les ambitions limitées du gouvernement ougandais. Des dynamiques similaires se sont produites lors d'opérations militaires précédentes contre les ADF. Depuis les premières opérations de ce type en 1996, par l'UPDF, les FARDC et les forces de maintien de la paix de l'ONU, les ADF se sont avérées résilientes, mobiles et adaptatives<sup>132</sup>.

Le présent document décrit les intérêts politiques et économiques derrière ces opérations. Dans l'ensemble, outre les intérêts sécuritaires, le gouvernement ougandais se concentre sur la sécurisation de ses investissements pétroliers et le renforcement des réseaux commerciaux, des impératifs motivés par la perte de légitimité du régime.

D'une part, les opérations militaires permettront la construction de routes, qui est réalisée par une entreprise politiquement connectée. Ces routes serviront la politique commerciale de l'Ouganda : compte tenu de l'adhésion récente de la RD Congo à la Communauté de l'Afrique de l'Est, cette infrastructure renforcera les échanges avec la RD Congo, notamment l'exportation des produits ougandais.

D'autre part, les opérations militaires visent également à sécuriser des projets pétroliers autour du lac Albert. Il y a là une urgence particulière : TotalEnergies est sous une forte pression temporelle, tout comme le président Museveni, qui souhaiterait que le pétrole coule avant la fin de son mandat en 2026. Les deux acteurs veulent éviter un scénario « Cabo Delgado », où les insurgés menacent un investissement de plusieurs milliards de dollars. Le gouvernement ougandais fait pression pour entrer en RD Congo depuis quelques années, étant donné que cela servirait bon nombre des objectifs ci-dessus. Les bombardements ont donné l'impulsion nécessaire pour ce faire. Cela ne signifie pas – comme le suggèrent certaines théories complotistes – que les attentats de Kampala étaient un coup monté, ni que les opérations en cours ne servent aucun objectif militaire. Nous soutenons plutôt que ces objectifs militaires sont étroitement liés à une série d'autres buts, et qu'en mettant l'accent sur le « succès militaire extraordinaire », l'attention est détournée de ces autres buts.

Enfin, l'intervention ougandaise a également créé une situation régionale potentiellement explosive par rapport à Kigali. L'opération militaire actuelle se déroule dans un contexte de relations déjà tendues entre l'Ouganda et le Rwanda, motivées par des problèmes de sécurité et d'accès aux minerais dans l'est de la RD Congo. Les opérations, ainsi que l'infrastructure routière, élargissent la sphère d'influence de l'Ouganda dans la région et pourraient potentiellement conduire à une nouvelle escalade de ces tensions.



## Annexe: Dott Services

L'entreprise a un bilan controversé en Ouganda. Déjà en 2012, la Commission des infrastructures physiques du Parlement avait « exhorté le gouvernement à empêcher Dott Services Limited d'accéder aux contrats gouvernementaux en raison des performances lamentables de l'entreprise de construction de routes », car elle n'avait « pas réussi à achever la plupart de ses missions » et « n'avait pas la capacité de faire un travail de qualité »<sup>133</sup>.

En 2015, Dott services a signé un contrat pour la réhabilitation d'une route de 102 kilomètres (entre Nakalama-Tirinyi-Mbale), mais celui-ci a été résilié par l'UNRA, invoquant des retards importants dans l'exécution du projet<sup>134</sup>.

Dott services s'est trouvé dans une bataille juridique presque constante avec l'Autorité nationale des routes de l'Ouganda (UNRA) au cours des quinze dernières années. Par exemple, une affaire a débuté en 2016 concernant un projet commencé en 2010, dans laquelle l'UNRA avait poursuivi Dott Services pour 21 milliards de shillings ougandais. Cette affaire a donné lieu à une série de poursuites devant la Haute Cour et a également impliqué une requête au parlement – où les administrateurs de la société ont comparu devant le Comité des commissions, des Autorités statutaires et des Entreprises d'État (COSASE) en novembre 2016<sup>135</sup>. L'affaire a finalement été classée sans suite en 2021<sup>136</sup>. En 2018, Dott Services a alors poursuivi l'UNRA pour des paiements supplémentaires de 10,2 milliards pour la reconstruction de la route Mbale-Soroti<sup>137</sup>.

Une commission d'enquête de l'UNRA en 2016 avait accusé Dott Services d'être responsable d'une mauvaise planification, d'une révision excessive des délais et des coûts, ainsi que d'un manque de personnel et d'équipement adéquats, ce qui a entraîné des pertes financières pour l'UNRA. La commission d'enquête a recommandé l'inscription de l'entreprise sur liste noire. La société a contesté cela et une décision de janvier 2017 de la Haute Cour a annulé les conclusions et recommandations de la commission d'enquête<sup>138</sup>. Cependant, peu de temps après, en avril 2017, le président Museveni a décidé de mettre la société sur liste noire, arguant qu'il avait « reçu plusieurs informations crédibles concernant des transactions frauduleuses de Dott Services qui ne sont pas acceptables », et déclarant que la société avait « exploité la faiblesse de nos systèmes judiciaires pour annuler la partie du rapport qui les concerne »<sup>139</sup>.

Cependant, quelques mois plus tard, en novembre 2017, Museveni est revenu sur cette décision et a levé l'interdiction. Il a fait valoir que la guerre contre la corruption était importante, mais que le soutien aux entreprises locales – dans ce cas, Dott Services – était encore plus important. « Je vous conseille de suivre ma méthode/conseil dans cette guerre de corruption mais aussi de créer une base pour que nos enfants et petits-enfants soient employés. C'est pourquoi j'ai au moins une fois gracié les entreprises ougandaises lorsqu'elles commettent des erreurs »<sup>140</sup>. (Bien que, comme l'a souligné un site, les principaux propriétaires de Dott Services soient d'origine indienne)<sup>141</sup>.

En septembre 2022, le ministre des Terres, du Logement et de l'Urbanisme a convoqué Dott Services pour retard de travaux<sup>142</sup>.



# Références

1. Dino Mahtani, "The Kampala Attacks and Their Regional Implications," *Crisis Group*, November 19, 2021, 19 novembre 2021, consulté le 10 mars 2022, <https://www.crisisgroup.org/africa/great-lakes/uganda/kampala-attacks-and-their-regional-implications>.
2. "The murky link between DR Congo's ADF and Islamic State," *France 24*, juin 2021, consulté le 19 mars 2022, <https://www.france24.com/en/live-news/20210707-the-murky-link-between-dr-congo-s-adf-and-islamic-state>.
3. Jihad Analytics, Twitter post, 16 novembre 2021, consulté le 10 mars 2022, [https://twitter.com/Jihad\\_Analytics/status/1460705146028052483](https://twitter.com/Jihad_Analytics/status/1460705146028052483).
4. Elias Biryabarema, "Uganda investigating Islamist link to bombing after IS responsibility claim," *Reuters*, 25 octobre 2021, consulté le 12 mars 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/uganda-investigating-islamist-link-bombing-after-is-responsibility-claim-2021-10-25/>; "Uganda: Islamic State claims responsibility for bombing on the outskirts of Kampala," *Crisis 24*, 25 octobre 2021, consulté le 12 mars 2022, <https://crisis24.garda.com/alerts/2021/10/uganda-islamic-state-claims-responsibility-for-bombing-on-the-outskirt-of-kampala-oct-23-update-2>.
5. "La RDC signe un accord de coopération avec l'Ouganda," *Actualite*, December 9, 2021, consulté le 12 mars 2022, <https://actualite.cd/2021/12/09/la-rdc-signe-un-accord-de-cooperation-militaire-avec-louganda>; Godfrey Olukya, "DR Congo, Uganda sign defense, security agreement" *Andolou Agency*, 12 décembre 2021, consulté le 13 mars 2022, <https://www.aa.com.tr/en/africa/dr-congo-uganda-sign-defense-security-agreement/2444392>.
6. *Ibid.*
7. L'orthographe varie entre « Shuja » et « Shujaa » selon les acteurs impliqués. Cela signifie « champion » ou « héros » en swahili.
8. « Inside UPDF's 'triangle of death' in DR Congo », *The Independent*, 25 janvier 2022, consulté le 14 mars 2022, <https://www.independent.co.uk/inside-updfs-triangle-of-death-in-dr-congo/> ; *NTV Uganda*, « A look at how the UPDF is dealing with the rebel ADF », vidéo sur YouTube, 11 janvier 2022, vue le 16 mars 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=s9ZEHqCHE4s>.
9. Charles Etukuri, "1,000 ADF rebels killed in joint Uganda-DRC assault – Muhoozi," *New Vision*, 23 février 2022, consulté le 20 mars 2022, <https://www.newvision.co.ug/articledetails/127828>. De nombreuses sources soulignent à quel point il existe des frustrations au sein de l'armée et de l'administration ougandaise dans son ensemble quant à la manière dont le général Muhoozi a communiqué sur les opérations en dehors des canaux gouvernementaux appropriés. Entretiens avec des journalistes, analystes et diplomates entre février et avril 2022.
10. "EXCLUSIVE INTERVIEW: Gen Muhoozi Speaks out on UPDF Activities in DRC; Dares His Combat Skills Critics to the Frontline," *Mediascape News*, 4 février 2022, consulté le 4 février 2022, <https://mediascapenews.com/2022/02/gen-muhoozi-speaks-out-on-operation-shujaa-dares-his-combat-skills-critics-to-the-frontline/>.
11. Général major Kasonga : " Tous les sanctuaires, tous les quartiers généraux, toutes les places fortes des ADF ont été détruits," *Radio Okapi*, last updated March 28, 2022, <https://www.radiookapi.net/2022/03/28/emissions/invite-du-jour/general-major-kasonga-tous-les-sanctuaires-tous-les-quartiers>.
12. Richard Muteta, "RDC: Au moins 72 otages des ADF libérés en trois mois à Beni dans les opérations conjointes FARDC-UPDF," *MCNTV CONGO*, mars 7 2022, <https://mncntvcongo.net/rdc-au-moins-72-otages-des-adf-liberes-en-trois-mois-a-beni-dans-les-operations-conjointes-fardc-updf/>.
13. Un terme utilisé pour décrire cette action est « grid square clearance » : vider et neutraliser une zone bien déterminée en la bombardant fortement avant d'avancer.
14. Entre avril et novembre 2021 inclus, une moyenne de 95 civils ont été tués par mois, selon les chiffres du Baromètre sécuritaire du Kivu (<https://kivusecurity.org>), consulté le 12 juin 2022.
15. Le nombre bas provient d'une communication officielle du gouvernement ougandais à l'ONU en décembre 2021. Le nombre élevé est basé sur les calculs suivants : 500 soldats de l'UPDF qui étaient déjà stationnés à Beni pour la logistique et l'échange d'informations avant les opérations en cours ; un premier contingent de 2 500 soldats pour l'opération Shujaa ; et plus tard 1 000 soldats supplémentaires. Entretiens en ligne avec deux diplomates, avril 2022.
16. Lors d'un récent entretien, le Major Général Muhanga, commandant de l'UPDF de l'Opération Shujaa, a admis que les forces de l'UPDF étaient débordées. *Soft Power News*, 10 Mars 2022, <https://softpower.ug/interview-gen-kayanja-muhanga-cites-reduction-in-civilian-deaths-as-joint-forces-dislodge-adf-rebels/>.
17. Congo Research Group/Groupe d'Etudes sur le Congo, "Inside the ADF Rebellion. A Glimpse into the Life and Operations of a Secretive Jihadi Armed Group," Novembre 2018. Kristof Titeca and Koen Vlassenroot, "Rebels without borders in the Rwenzori borderland? A biography of the Allied Democratic Forces," *Journal of Eastern African Studies* vol 6, no. 1, 154-176 (2012).
18. Congo Research Group/Groupe d'Études sur le Congo, « Qui sont les tueurs de Beni ? » Rapport d'enquête No1, mars 2016 ; Congo Research Group/Groupe d'Études sur le Congo « Mass Killings in Beni Territory: Political Violence, Cover Ups, and Cooptation », Investigative Report No2, septembre 2017.
19. Entretiens avec deux diplomates et deux journalistes, 8 mars, 9 mars, 14 mars et 17 mars 2022.
20. Bridgeway Foundation, « ADF/ISCAP DRC. February 2022 report », pp.5-6.



21. "Dott Services Must Respect Timelines on DRC Roads- Gen Katumba," communiqué de presse, *Uganda Media Centre*, 5 décembre 2021, consulté le 22 février 2022, <https://www.mediacentre.go.ug/media/dott-services-must-respect-timelines-drc-roads-gen-katumba>.
22. « During the Quadripartite Summit held on 21 February, 2020 at Katuna in Uganda, under the Luanda process, the two Heads of State of DRC and Uganda reaffirmed their commitment to the joint construction or upgrading of the roads network connecting them and agreed on the immediate joint implementation of a project covering the Mpondwe/Kasindi – Beni road (80km), Bunagana – Rutshuru – Goma Road (89km) and the Beni – Butembo (54km), which were designated as priority roads. » « Dott Services Must Respect Timelines on DRC Roads- Gen Katumba », *op. cit.*
23. La route Mpondwe/Kasindi – Beni (80km), la route Bunagana – Rutshuru – Goma (89km) et la route Beni – Butembo (54km), « Dott Services Must Respect Timelines on DRC Roads- Gen Katumba », *op. cit.*
24. "Transporters to pay user fees on Uganda funded Congo roads," *The Independent*, 3 février 2021, consulté le 16 mars 2022, <https://www.independent.co.ug/transporters-to-pay-user-fees-on-uganda-funded-congo-roads/>.
25. Arthur Arnold Wadero, "Govt explains Shs240b for DR Congo road projects," *Monitor*, 7 octobre 2020, consulté le 16 mars 2022, <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/govt-explains-shs240b-for-dr-congo-road-projects--245952>.
26. Ce montant est également mentionné dans des documents officiels : Communiqué conjoint à la suite de la visite officielle effectuée en République Démocratique du Congo, du 1er au 6 septembre, par une délégation du Ministère des Travaux Publics et des Transports de la République d'Ouganda, et Dott Services Limited Company. Kinshasa, 6 septembre 2020.
27. Le président Museveni a également récemment demandé au gouvernement français de soutenir la construction de routes en RDC. « Museveni woos French investors », *Monitor*, 30 mars 2022, consulté le 15 avril 2022, <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/museveni-woos-french-investors-3764974>.
28. Rien dans les budgets annuels congolais ne se retrouve par exemple à propos de leur contribution de 20%. Cela n'exclut cependant pas nécessairement la possibilité que Kinshasa finance la construction, car ce niveau de détail budgétaire n'est pas toujours public, en particulier pour des questions militaires.
29. Betty Amamukirori, « Cabinet approves Uganda-DRC joint road construction agreement », *New Vision*, 27 octobre 2021, consulté le 16 mars 2022, <https://www.newvision.co.ug/article/details/118321>; « Uganda, DR Congo Road Venture Is One of Mutual Benefit », *All Africa*, consulté le 16 mars 2022, <https://allafrica.com/view/group/main/main/id/00078439.html>.
30. Luke Anami, "DR Congo to join EAC next week," *The EastAfrican*, 21 mars 2022, consulté le 22 mars 2022, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/dr-congo-to-join-eac-next-week-3755684>.
31. Atlas of Economic Complexity, Harvard University, consulté le 1er avril 2022, <https://atlas.cid.harvard.edu/>; Kristof Titeca, "Informal cross-border trade along the Uganda-DRC Border," UNDP United Nations Development Programme, Borderlands Policy Briefing Series, No. 2, 2020.
32. Bureau ougandais des statistiques et Banque d'Ouganda, « The Informal Cross-Border Trade Survey Report 2020 ». Les importations en provenance de la RDC sont bien moindres : 30 millions de dollars d'importations formelles en 2019 et 23,5 millions de dollars d'importations informelles. Relativement parlant, cela reste significatif, en termes de chiffres du commerce total de l'Ouganda, car ce dernier représente 40,7 % de toutes les importations informelles pour l'Ouganda.
33. De tous les postes frontaliers, il représente 35,7 % des exportations informelles, soit 190 millions de dollars. Bureau ougandais des statistiques et Banque d'Ouganda, « The Informal Cross-Border Trade Survey Report 2020 ».
34. Le ciment constitue le produit d'exportation le plus important, représentant en 2019 un peu plus de la moitié (50,2%) de toutes les exportations formelles. Atlas of Economic Complexity, *op. cit.*
35. La plus grande revendication de légitimité du président Museveni est qu'il a apporté la paix et libéré le pays de la guerre civile. Cet argument ne tient pas beaucoup pour la jeune population en plein essor de l'Ouganda : 80 % de la population a moins de 30 ans, née après l'arrivée au pouvoir de Museveni. La croissance économique est donc importante, ou du moins la prévention d'une crise économique : les manifestations « aller au travail à pied » de 2011 en réponse à la hausse des prix des denrées alimentaires, par exemple, ont constitué un défi majeur pour le régime. Anna Reuss et Kristof Titeca, « When revolutionaries grow old: the Museveni babies and the slow death of the liberation in Uganda », *Third World Quarterly*, 38: 10, 2347-2366 (2017) ; Kristof Titeca, « Its own worst enemy? The Ugandan government is taking desperate measures to control rising dissent », *Africa Policy Brief*, Egmont Royal Institute for International Relations (2019).
36. Voir par exemple le tweet du 24 mars 2022 de Muhoozi Kainerugaba, commandant des forces terrestres de l'UPDF, où la construction de la route est présentée comme un résultat direct de l'opération Shujaa : « The population of DRC ecstatic as construction of the Kasindi-Beni Road commences. The good results of Operation Shujaa are already being felt by our brothers and sisters in DRC ». Twitter, 24 mars 2022, <https://twitter.com/mkainerugaba/status/1506927291636621316>.
37. « Dott Services Must Respect Timelines on DRC Roads- Gen Katumba », *op. cit.* ; « Dott Services handed DR Congo road projects », *Eagle Online*, 3 décembre 2021, consulté le 17 mars 2022, <https://eagle.co.ug/2021/12/03/dott-services-handed-dr-congo-road-projects.html>; « Dott Services Must Respect Timelines on DRC Roads- Gen Katumba », *op. cit.*
38. Entretiens avec un responsable du gouvernement congolais et deux diplomates, Kinshasa, février-avril 2022.
39. Entretiens avec un responsable du gouvernement congolais et deux diplomates, Kinshasa, février-avril 2022.
40. "DRC calls on the international community to support operations led by FARDC and UPDF," *Agence Congolaise de Presse*, 9 décembre 2021, consulté le 22 mars 2022, <https://acpcongo.com/index.php/2021/12/09/drc-calls-on-the-international-community-to-support-operations-led-by-fardc-and-updf/>.



41. « Launching of construction and modernization works on the Kasindi-Beni-Butembo road in North Kivu », *Agence Congolaise de Presse*, 5 décembre 2021, consulté le 22 mars 2022, <https://acpcongo.com/index.php/2021/12/05/launching-of-construction-and-modernization-works-on-the-kasindi-beni-butembo-road-in-north-kivu/>; « With roads and trade, Uganda seeks to build a bridge over DR Congo », *The EastAfrican*, 19 octobre 2021, consulté le 22 mars 2022, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news-east-africa/with-roads-and-trade-uganda-build-a-bridge-over-the-congo-3587674>.
42. Julius Barigaba, « UPDF signals longer stay in DR Congo, tables one-year budget for operation », 26 janvier 2022, consulté le 18 mars 2022 <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news-east-africa/updf-signals-longer-stay-in-drc-3694454>; Muhoozi Kainerugaba a publié des tweets déroutants à cet égard. Le 17 mai, il a d'abord annoncé la clôture de l'opération Shujaa « dans environ 2 semaines selon l'accord officiel », pour revenir en arrière trois heures plus tard, en annonçant que l'opération « se poursuivra même pendant encore 6 mois si les deux Présidents @KagutaMuseveni et SE Tshisekedi décident de la prolonger. (...) Les forces conjointes de l'UPDF et des FARDC sont heureuses de continuer à éliminer les ADF ! » La déclaration initiale de Muhoozi a également été démentie par le porte-parole du gouvernement congolais : <https://www.reuters.com/world/africa/uganda-says-it-will-end-its-operations-eastern-congo-two-weeks-2022-05-17/>.
43. Selon les mots du ministre : « Le projet en RDC, Ouganda contribue en tant que projet régional, nous ne sommes pas ceux qui contractent l'entrepreneur : c'est la RDC qui est responsable de contracter l'entrepreneur. Nous ne contribuons qu'à hauteur de 20% de l'argent, le reste de l'activité, la contractualisation est faite par la RDC. La RDC est un État souverain. » « MPS protest Dott services contract award », *The Drone Media*, 5 novembre 2020, consulté le 15 février 2022, <https://thedronemedia.org/mps-protest-dott-services-contract-award/>.
44. « MPS protest Dott services contract award », op. cit. Voir aussi cet éditorial de 2017 dans *l'Observer* : <https://observer.ug/viewpoint/52498-parliament-must-investigate-dott-services-over-shoddy-work.html>. L'éditorial a été retiré du site Web du journal, mais peut toujours être trouvé en ligne : <https://web.archive.org/web/20180702165834/http://observer.ug/viewpoint/52498-parliament-must-investigate-dott-services-over-shoddy-work.html>, consulté le 17 mars 2022.
45. Nabasenya Sylvia, « Dott services Ltd reports Editor; Magara to Kibuli Police over a story », *The East African Watch*, 30 avril 2021, consulté le 21 mars 2022 ; « Police harrasses another journalist over Dott services Limited », *The Drone Media*, 28 avril 2021, consulté le 21 mars 2022 ; Gilbert Kazibwe, « Dott Services ready for road construction in Congo », *PML Daily*, 2 décembre 2021, consulté le 21 mars 2022 ; « Ugandan authorities detain 2 journalists on criminal libel charges », *Committee to Protect Journalists*, 9 juin 2021, consulté le 21 mars 2022. Ugandan authorities detain 2 journalists on criminal libel charges - *Committee to Protect Journalists* (cpj.org) ; « MPS protest Dott services contract award », *The Drone Media*, 5 novembre 2020, consulté le 21 mars 2022, <https://thedronemedia.org/mps-protest-dott-services-contract-award/>.
46. Nabasenya Sylvia, « Dott services case; DPP drops charges against Journalists; Magara and Karaire », *The East African Watch*, 28 décembre 2021, consulté le 21 mars 2022.
47. Comme le note le Comité pour la protection des journalistes : l'acte d'accusation des journalistes montre que ces allégations sont des déclarations selon lesquelles « *Dott Services Limited avait un médiocre bilan de travail et [ce qui] remettait en question la décision du gouvernement d'accorder à l'entreprise un contrat routier* », et une citation d'un parlementaire « qui a fait des allégations similaires au sujet de l'entreprise », « Ugandan authorities detain 2 journalists on criminal libel charges », *Committee to Protect Journalists*, 9 juin 2021, consulté le 22 mars 2022. <https://cpj.org/2021/06/ugandan-authorities-detain-2-journalists-on-criminal-libel-charges/>.
48. Roger Tangri & Andrew Mwenda, « Change and continuity in the politics of government-business relations in Museveni's Uganda », *Journal of East African Studies* 4: 678-697 (2019). doi:10.1080/17531055.2019.1655879.
49. Lisa Rolls, « The Shadow State in Uganda », in: *Democracy in Africa, The shadow state in Africa: DRC, Uganda, Zambia, Zimbabwe. Democracy in Africa* (2021), p.30. De même, l'UPDF a toujours été engagée dans des opérations commerciales, et les guerres ont été des opérations commerciales majeures. Les guerres de la RD Congo étant les principaux exemples ici.
50. Entretiens avec trois journalistes, Kampala, février 2022.
51. Contrat de Joint-Venture entre La Société Aurifère du Kivu et du Maniema SA (SAKIMA SA) et Dott Services Limited. Kinshasa, 18 novembre 2020. Dott service a démarré ses activités de diligence raisonnable dans les mines en janvier 2020.
52. « A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo », Briefing No. 148, *International Crisis Group*, 4 décembre 2021, consulté le 24 mars 2022. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/b148-new-approach-un-stabilise-dr-congo>.
53. « Averting Proxy Wars in the Eastern DR Congo and Great Lakes », Briefing No. 150, *International Crisis Group*, 23 janvier 2020, consulté le 23 mars 2022, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/b150-averting-proxy-wars-eastern-dr-congo-and-great-lakes>.
54. « CENCO gets Museveni's collaboration to dismantle ADF militia », *Digital Congo*, 24 juillet 2019, consulté le March 19, 2022, <https://www.digitalcongo.net/article-en/5d382b163aada60004ad1707>.
55. « President Tshisekedi jets in for first ever Uganda-DR Congo business forum », *The Monitor*, 9 novembre 2019, consulté le 23 février 2022. <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/president-tshisekedi-jets-in-for-first-ever-uganda-dr-congo-business-forum-1858234> ; Yoweri K Museveni, post sur *Twitter*, 9 novembre 2019, consulté le 23 March 2022 <https://twitter.com/kagutamuseveni/status/1193164808687902720>.
56. Entretien avec une personne familière du régime, Kinshasa, mars et mai 2022.
57. C'est aussi pourquoi initialement la « vieille garde » de l'ère Kabila s'opposait à l'intervention. Entretien avec un responsable proche de l'armée congolaise à Kinshasa, mars 2022, et entretiens avec un journaliste et un analyste de la sécurité, décembre 2021 et mars 2022.
58. Entretien avec une personne familière du régime, Kinshasa, mars et mai 2022.
59. « ICJ orders Uganda to pay \$325m for DR Congo occupation », *BBC*, 10 février 2022 consulté le 24 mars 2022. <https://www.bbc.com/news/world-africa-60323990>.



60. Entretien avec des leaders de la société civile congolaise, mars-mai 2022.
61. « Signature of two agreements between the DRC and Uganda on the road project », *Agence Congolaise de Presse*, 29 mai 2021, consulté le 14 avril 2022, <https://acpcongo.com/index.php/2021/05/29/signature-of-two-agreements-between-the-drc-and-uganda-on-the-road-project/>.
62. Basés au Sud-Kivu, et accusés d'avoir organisé plusieurs attentats à Bujumbura depuis 2015. « Des militaires burundais signalés dans l'est de la République démocratique du Congo », *Le Monde*, 6 janvier 2022, consulté le 15 avril 2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/01/06/des-militaires-burundais-signalés-dans-l-est-de-la-republique-democratique-du-congo\\_6108416\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/01/06/des-militaires-burundais-signalés-dans-l-est-de-la-republique-democratique-du-congo_6108416_3212.html).
63. "Des militaires burundais signalés l'Est de la RD Congo," *La Libre Afrique*, 5 janvier 2022, <https://afrique.lalibre.be/67060/des-militaires-burundais-signalés-dans-lest-de-la-rd-congo/>.
64. Le Rwanda n'a pas été autorisé à le faire. L'annonce de l'arrivée de policiers rwandais à Goma pour collaboration avec les forces de police congolaises en décembre 2021 a entraîné d'importantes manifestations dans la ville, au cours desquelles plusieurs personnes ont été tuées ; cette collaboration ne s'est pas concrétisée. « Several killed as protests rock Goma in eastern DRC », *Aljazeera*, 21 décembre 2021, consulté le 15 avril 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2021/12/21/several-killed-as-protests-rock-goma-in-eastern-drc>.
65. Rédaction Kinshasa, "RDC: Les propos de Paul Kagame sur la situation sécuritaire à l'Est énervent," *Politico*, 9 février 2022, <https://www.politico.cd/la-rdc-a-la-une/2022/02/09/rdc-les-propos-de-paul-kagame-sur-la-situation-securitaire-a-lest-enervent.html/103813/>.
66. François Soudan and Romain Gras, "Paul Kagame: 'Les coups d'État sont le fruit de la mauvaise gouvernance'," *Jeune Afrique*, mis à jour 28 janvier 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1301078/politique/paul-kagame-les-coups-detat-sont-le-fruit-de-la-mauvaise-gouvernance/>.
67. Rédaction Kinshasa, "RDC: Les propos de Paul Kagame sur la situation sécuritaire à l'Est énervent," *Politico*, February 9, 2022, <https://www.politico.cd/la-rdc-a-la-une/2022/02/09/rdc-les-propos-de-paul-kagame-sur-la-situation-securitaire-a-lest-enervent.html/103813/>.
68. Entretiens avec des journalistes, des acteurs de la société civile et des diplomates, février-mars 2022.
69. Entretien en ligne avec une personne diplomate, 10 avril 2022.
70. Samira Sawlani, post sur *Twitter*, 21 avril 2022, consulté le 15 avril 2022 <https://twitter.com/samirasawlani/status/1517220624086749184>.
71. « Rwanda re-opens border with Uganda but says grievances remain », *Reuters*, 31 janvier 2022, consulté le 16 mars 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/rwanda-re-opens-border-with-uganda-says-grievances-remain-2022-01-31/>.
72. Le *New Times*, post sur *Twitter*, 8 février 2022, consulté le 14 mars 2022, <https://twitter.com/NewTimesRwanda/status/1491033350081249282>.
73. Kim Aine, "Uganda, Burundi Respond to Rwandan Rebel Sankara's Claims," May 24, 2019, <https://chimpreports.com/uganda-burundi-respond-to-rwanda-rebel-sankaras-claims/>; "Did Uganda just acknowledge presence of Rwandan rebels operating from its soil?" *The EastAfrican*, February 26, 2022, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/uganda-acknowledge-presence-rwandan-rebels-operating-its-soil-3730138>.
74. Certaines sources affirment que Kigali ne considère pas les routes comme un problème ; mais dans l'ensemble, elles étaient rares. Comme l'a souligné une source – ayant accès aux renseignements sur ces questions – « Pour Kigali, ils soutiennent : si vous voulez construire la route jusqu'à Beni – sans problèmes. Mais pas, je le répète, pas à Goma. »
75. "Averting Proxy Wars in the Eastern DR Congo and Great Lakes," *International Crisis Group*, Briefing No. 150, 23 janvier 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/b150-averting-proxy-wars-eastern-dr-congo-and-great-lakes>.
76. Reagan Ndoti, « RDC : l'armée rwandaise nie toute participation aux activités du M23 », *Ouragan*, 9 novembre 2021, <https://ouragan.cd/2021/11/rdc-larmee-rwandaise-nie-toute-participation-aux-activites-du-m23/>; « DR Congo's M23 : A rebel group re-emerges », *The EastAfrican*, 31 mars 2022, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/dr-congo-s-m23-a-rebel-group-re-emerges-3766516> ; « RDC-Rutshuru : combats toujours en cours, plusieurs villages passent sous contrôle du M23 », *l'Actualité*, 29 mars 2022, <https://actualite.cd/2022/03/29/rdc-rutshuru-combats-toujours-en-cours-plusieurs-villages-passes-sous-contrôle-du-m23>.
77. Entretiens avec deux journalistes et une personne analyste, Kampala et Kinshasa, mars-avril 2022. « President Felix Tshisekedi urges the government to support P-DDRCS program in an optimal way », *Agence Congolaise de Presse*, 5 avril 2022, consulté le 15 avril 2022, <https://acpcongo.com/index.php/2022/04/05/president-felix-tshisekedi-urges-the-government-to-support-p-ddrcs-program-in-an-optimal-way/>.
78. « M23 rebel group declares unilateral ceasefire in eastern Congo », *Reuters*, 3 avril 2022, consulté le 15 avril 2022 <https://www.reuters.com/world/africa/m23-rebel-group-declares-unilateral-ceasefire-eastern-congo-2022-04-01/>.
79. Entretiens avec deux analystes et deux diplomates, Kampala et Bruxelles, février-avril 2022. D'autres notent qu'une faction des FARDC faisait pression pour attaquer le M23 ; ce qui pourrait signifier qu'il s'agissait d'un mouvement préventif avant les opérations des FARDC, et d'un moyen de forcer un accord avec Kinshasa.
80. Conseil de sécurité de l'ONU, "Final Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo (S/2014/42)," mis à jour 30 janvier 2014, <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/final-report-group-experts-democratic-republic-congo-s201442> ; Jason Stearns, « From CNDP to M23 : The Evolution of an Armed Movement in the Eastern Congo » (London : Rift Valley Institute, 2012).



81. Entretiens en ligne avec trois diplomates et une personne analyste, avril 2022.
82. « La RDC et l'Ouganda lancent les travaux de construction du tronçon routier Kasindi-Beni-Butembo », *Actu7*, 26 mars 2022, consulté le 18 mars 2022 <https://actu7.cd/2022/03/26/la-rdc-et-louganda-lancent-les-travaux-de-construction-du-troncon-routier-kasindi-beni-butembo/>; Kenneth Kazibwe, « Gen Muhanga breaks ground for construction of Kasindi-Beni-Butembo road in DRC », *Nile Post*, 24 mars 2022, consulté le 18 mars 2022 <http://nile-post.co.ug/2022/03/24/gen-muhanga-breaks-ground-for-construction-of-kasindi-beni-butembo-road-in-drc/>.
83. Entretiens en ligne avec un diplomate et un analyste, mars-avril 2022.
84. Entretiens en ligne avec deux diplomates et une personne analyste, mars-avril 2022.
85. Contrat de SAKIMA et Dott Services Limited, *op. cit.* Dott service a démarré ses activités de diligence raisonnable dans les mines en janvier 2020. L'une des localités – Permis 235 / surface 144 à Uru – contient également de l'or. Entretien en ligne avec un spécialiste minier, avril 2022.
86. Contrat de SAKIMA et Dott Services Limited, *op. cit.*
87. « Uganda's Dott Services snaps up mining permits with its road construction contracts », *Africa Intelligence*, 30 juin 2021, consulté le 10 mars 2022, [https://www.africaintelligence.com/mining-sector\\_exploration-production/2021/06/30/uganda-s-dott-services-snaps-up-mining-permits-with-its-road-construction-contracts,109676687-art](https://www.africaintelligence.com/mining-sector_exploration-production/2021/06/30/uganda-s-dott-services-snaps-up-mining-permits-with-its-road-construction-contracts,109676687-art); Contrat de SAKIMA et Dott Services Limited, *op. cit.*
88. Contrat de SAKIMA et Dott Services Limited, *op. cit.*, pp. 13-15.
89. Un activiste de la société civile congolaise travaillant sur l'industrie extractive a décrit le contrat comme ayant été signé dans des circonstances opaques et s'est inquiété du risque qu'il y ait un lien entre les travaux routiers de Dott services et ses parts dans les mines, les mines agissant potentiellement comme une forme de garantie de crédit. Entretien en ligne avec un représentant de la société civile congolaise, avril 2022.
90. « Uganda's Dott Services snaps up mining permits with its road construction contracts », *Africa Intelligence*, 30 juin 2021, consulté le 10 mars 2022, [https://www.africaintelligence.com/mining-sector\\_exploration-production/2021/06/30/uganda-s-dott-services-snaps-up-mining-permits-with-its-road-construction-contracts,109676687-art](https://www.africaintelligence.com/mining-sector_exploration-production/2021/06/30/uganda-s-dott-services-snaps-up-mining-permits-with-its-road-construction-contracts,109676687-art).
91. Protocole de coopération entre Sakima SA et Dither LTD. 21/06/21. Archivé par l'auteur.
92. Entretien en ligne avec un acteur de la société civile, avril 2022.
93. « RDC : la COGEP demande au gouvernement de rendre public le contrat minier entre les compagnies congolaise Sakima et rwandaise Dither », *Radio Okapi*, 22 septembre 2021, consulté le 22 mars 2022, <https://www.radiookapi.net/2021/09/22/actualite/economie/rdc-la-cogep-demande-au-gouvernement-de-rendre-public-le-contrat>; Morisho Tambwe, « Maniema : Les forces vives accusent la SAKIMA d'avoir signé un "accord secret" d'exploitation minière avec une société Rwandaise », *7SUR7.cd*, 1er décembre 2021, consulté le 22 mars 2022 <https://www.7sur7.cd/index.php/2021/12/01/maniema-les-forces-vives-accusent-la-sakima-davoir-signé-un-accord-secret-dexploitation>.
94. Dorothy Nakaweesi, « Uganda : Gold Drives 27.7 Percent Growth in Export Earnings », *AllAfrica*, 8 juillet 2021, consulté le 15 avril 2022, <https://allafrica.com/stories/202107090739.html>.
95. « Uganda's Dott Services snaps up mining permits with its road construction contracts », *Africa Intelligence*, 30 juin 2021, consulté le 10 mars 2022 [https://www.africaintelligence.com/mining-sector\\_exploration-production/2021/06/30/uganda-s-dott-services-snaps-up-mining-permits-with-its-road-construction-contracts,109676687-art](https://www.africaintelligence.com/mining-sector_exploration-production/2021/06/30/uganda-s-dott-services-snaps-up-mining-permits-with-its-road-construction-contracts,109676687-art).
96. Joseph Kizza « As it happened : Final investment decision on Uganda's oil announced », *New Vision*, 1er février 2022, consulté le 19 mars 2022 <https://www.newvision.co.ug/articledetails/125851>.
97. « Tilenga and EACOP : acting transparently », *TotalEnergies*, consulté le 15 mars 2022 <https://totalenergies.com/projects/liquids-low-carbon-fuels/tilenga-and-eacop-acting-transparently>; Patience Atuhaire, « Why Uganda is investing in oil despite pressures to go green », *BBC*, 9 février 2022, consulté le 15 mars 2022 <https://www.bbc.com/news/world-africa-60301755>.
98. Ce qui implique le développement de six champs pétrolifères, une installation centrale de traitement ainsi que les infrastructures associées. Archana Rani, « Total E&P Uganda lets main contract0.0s for Tilenga Project », *Offshore Technology*, 15 juin 2021, consulté le 18 mars 2022 <https://www.offshore-technology.com/news/total-main-contracts-tilenga-project/>; « Tilenga and EACOP : acting transparently », *op. cit.*
99. « TotalEnergies boss Patrick Pouyanné stands alone in bid to develop Tilenga », *Africa Intelligence*, 22 février 2022, consulté le 22 mars 2022, [https://www.africaintelligence.com/oil-gas\\_corporate-strategy/2022/02/22/totalenergies-boss-patrick-pouyanne-stands-alone-in-bid-to-develop-tilenga,109735714-eve](https://www.africaintelligence.com/oil-gas_corporate-strategy/2022/02/22/totalenergies-boss-patrick-pouyanne-stands-alone-in-bid-to-develop-tilenga,109735714-eve).
100. Amis de la Terre, l'Observatoire des multinationales et Survie « Comment l'État Français fait le jeu de Total en Ouganda » 14 octobre 2021, p.10.
101. Audrey Garric « À la COP26, des pays fixent pour la première fois la fin de leur production de pétrole et de gaz », *Le Monde*, 11 novembre 2021, consulté le 21 mars 2022, [https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/11/11/a-la-cop26-pour-la-premiere-fois-des-pays-fixent-la-fin-de-leur-production-de-petrole-et-de-gaz\\_6101750\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/11/11/a-la-cop26-pour-la-premiere-fois-des-pays-fixent-la-fin-de-leur-production-de-petrole-et-de-gaz_6101750_3244.html); Shadia Nasralla et Kate Abnett « Beyond Oil' alliance adds members, but shunned by UK climate summit host », *Reuters*, 11 novembre 2021, consulté le 21 mars 2022 <https://www.reuters.com/business/cop/beyond-oil-alliance-lands-members-shunned-by-uk-climate-summit-host-2021-11-11/>.



102. Entretiens en ligne avec deux analystes, avril-mai 2022. C'est l'une des raisons pour lesquelles Total a changé son nom pour TotalEnergies.
103. Laurence Caramel, « En Ouganda, le pétrole de Total impose le silence et la peur », *Le Monde*, 26 novembre 2021, consulté le 19 mars 2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/26/projet-d-exploitation-petroliere-en-ouganda-silence-sur-l-or-noir\\_6103639\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/26/projet-d-exploitation-petroliere-en-ouganda-silence-sur-l-or-noir_6103639_3212.html).
104. Amis de la Terre et al. v. Total, Case, Climate Case Chart, 2019, consulté le 21 mars 2022, <http://climatecasechart.com/climate-change-litigation/non-us-case/friends-of-the-earth-et-al-v-total/>.
105. Amis de la Terre et al, *op cit.*, p.8. ; mandats du 20 avril 2020 du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales ; le Rapporteur spécial sur les obligations en matière de droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable ; et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=25184> ; « Total Ouganda : des rapporteurs spéciaux de l'ONU interpellent la multinationale et les autorités gouvernementales », *Les Amis de la Terre France*, 23 juin 2020, consulté le 21 mars 2022 <https://www.amisdelaterre.org/communique-presse/total-ouganda-des-rapporteurs-speciaux-de-lonu-interpellent-la-multinationale-et-les-autorites-gouvernementales/>.
106. « En Ouganda, le pétrole de Total impose le silence et la peur », *op. cit.*
107. « TotalEnergies boss Patrick Pouyanné stands alone in bid to develop Tilenga », *op. cit.*
108. Amis de la Terre et al. *op cit.*, p.7.
109. « Total given carte blanche by Museveni », *Africa Intelligence*, 21 mai 2021, consulté le 16 mars 2022, <https://www.africaintelligence.com/oil-gas-state-strategy/2021/05/21/total-given-carte-blanche-by-museveni,109667872-art>.
110. Elias Biryabarema, « Uganda, Tanzania, oil firms sign accords to build \$3.5 bln pipeline », *Reuters*, 11 avril 2021, consulté le 20 mars 2022 <https://www.reuters.com/world/africa/uganda-tanzania-oil-firms-sign-accords-building-35-billion-pipeline-2021-04-11/>.
111. UNOC, post sur *Twitter*, 8 septembre 2021, consulté le 22 mars 2022 [https://twitter.com/UNOC\\_UG/status/1435543178367709198](https://twitter.com/UNOC_UG/status/1435543178367709198).
112. « Ugandan Parliament passes EACOP law », *The EastAfrican*, 10 décembre 2021, consulté le 20 mars 2022, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/ugandan-parliament-passes-eacop-law-3647782>.
113. « TotalEnergies aims to restart \$20 billion Mozambique LNG project in 2022 », *Reuters*, 1er février 2022, consulté le 20 mars 2022 <https://www.reuters.com/business/energy/totalenergies-aims-restart-20-billion-mozambique-lng-project-2022-01-31/>.
114. Entretien avec une personne analyste pétrolière, 23 mars 2022.
115. « En Ouganda, le pétrole de Total impose le silence et la peur », *op. cit.* ; il existe également une étroite collaboration et un échange d'informations entre Total et les forces de sécurité ougandaises. Amis de la Terre et al., *op cit.*
116. Ronald Batre, « UPDF Officers Train in Specialized Mountain Warfare », *URN*, 18 juin 2016, consulté le 18 mars 2022, <https://ugandaradionetwork.net/story/france-trains-updf-officers-in-specialized-mountain-war-fare-in-rwenzori>.
117. Giles Muhame, « Gen Muhoozi to French Army General : ADF Spreading its Wings Across Eastern DRC », *Chimp Reports*, 2 novembre 2018, consulté le 23 mars 2022 <https://chimpreports.com/gen-muhoozi-to-french-army-general-adf-spreading-its-wings-across-eastern-drc/> ; en 2019, lors de l'inauguration, David Muhoozi a mentionné la façon dont « les ADF et d'autres forces négatives continuent de déstabiliser la partie orientale de la RDC et cela crée une plus grande menace pour notre pays. La formation de cette division était attendue depuis longtemps ». « Avec les routes et le commerce, l'Ouganda cherche à construire un pont sur la RD Congo », *op cit.*
118. <https://kivusecurity.org/incident/18276>.
119. « Maj. Gen. Muhanga Inspects Joint Forces that Captured Boga Airfield, Tchabi and Kainama », *SoftPower News*, 19 février 2022, <https://softpower.ug/maj-gen-muhanga-inspects-joint-forces-that-captured-boga-airfield-tchabi-and-kainama/>.
120. « Efora Energy wants out of block 3, just Dig Oil remains », *Africa Intelligence*, 22 février 2022, consulté le 24 mars 2022, <https://www.africaintelligence.com/oil-gas-exploration-production/2022/02/22/efora-energy-wants-out-of-block-3-just-dig-oil-remains,109735713-bre>.
121. Entretien avec une personne analyste pétrolière, 22 mars 2022 ; analyste de la RDC 24 mars 2022.
122. Entretiens en ligne avec une source au sein du secteur de la sécurité congolais, mars et mai 2022. « RDC : deux bataillons FARDC spécialisés en combat de jungle sont arrivés à Beni », *Actualité*, 2 décembre 2021, consulté le 13 mars 2022, <https://actualite.cd/2021/12/02/rdc-deux-bataillons-fardc-specialises-en-combats-de-jungle-sont-arrives-beni>. Ceci a également été mentionné sur le site internet du ministère français de la Défense : <https://www.defense.gouv.fr/operations/afrique/afrique-centrale/elements-francais-au-gabon/breves/efg-formation-au-profit-d-un-bataillon-de-combat-en-foret-des-forces-armees-de-la-republique-democratique-du-congo>, consulté le 10 mars 2022. Peu avant la publication de ce rapport, la page a été supprimée.
123. Entretiens en ligne avec une source au sein du secteur de la sécurité congolais, mars et mai 2022. EFG - Lancement de la formation du second bataillon « jungle » des FARDC | Ministère des Armées (defense.gouv.fr) consulté le 19 mai 2022. La France et la RD Congo ont un accord de collaboration militaire, qui impliquait par exemple l'ouverture d'une « École de Guerre » en janvier 2021. Le président Tshisekedi inaugure la première École de Guerre de RDC (rfi.fr)



124. Amis de la Terre et al, op cit., p.22 .
125. Entretiens avec trois diplomates et une personne analyste, Kampala, février 2022.
126. « President Macron Pledges Political, Economic Support, Ahead of Swearing-In, pushes EACOP Oil Pipeline », *Uganda Media Centre*, 1er mai 2021, consulté le 13 mars 2022 <https://www.mediacentre.go.ug/media/president-macron-pledges-political-economic-support-ahead-swearing-pushes-eacop-oil-pipeline>.
127. Kristof Titeca (à paraître en 2022) « Le tournant autoritaire de l'Ouganda, la communauté internationale et la question de la transition ». Bruxelles : Open Society European Policy Institute.
128. *Ibid.*
129. Présidence de la République, « Propos liminaires du Président de la République Emmanuel Macron », 27 mai 2021. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/05/27/conference-de-presse-du-president-emmanuel-macron-et-du-president-du-rwanda-paul-kagame>.
130. Entretiens ; et voir par exemple « Is France using 'development aid' to finance the intervention of Rwandan troops in Mozambique ? », *Centro Para Democracia e Desenvolvimento*, 1er novembre 2021, consulté le 13 avril 2022, <https://cddmoz.org/wp-content/uploads/2021/11/Is-France-using-development-aid-to-finance-the-intervention-of-Rwandan-troops-in-Mozambique.pdf> et Vijay Prasad, « Rwanda's military is France's proxy on African soil », *New Frame*, 20 septembre 2021, consulté le 13 avril 2022, <https://www.newframe.com/rwandas-military-is-frances-proxy-on-african-soil/> ; « Rwanda not using French money for Mozambique operation – Kagame | BBC », *Club of Mozambique*, 6 septembre 2021, consulté le 13 avril 2022 <https://clubofmozambique.com/news/rwanda-not-using-french-money-for-mozambique-operation-kagame-bbc-200557/>.
131. Entretiens avec un diplomate et un analyste, février-avril 2022.
132. Données d'entretien 2022, Kristof Titeca et Daniel Fahey, « The many faces of a rebel group : the Allied Democratic Forces (ADF) in the Democratic Republic of Congo », *International Affairs* 92: 5 (2016) 1189–1206.
133. Sulaiman Kakaire, « MPs want Dott Services blacklisted over road works », *The Observer*, 21 août 2012, consulté le 7 mars 2022, <https://www.observer.ug/component/content/article?id=20501:mps-want-dott-services-blacklisted-over-road-works->.
134. « Museveni Asks UNRA to Explain why Dott Services' Contract was Terminated », *Soft Power*, 8 novembre 2017, consulté le 7 mars 2022 <https://softpower.ug/museveni-asks-unra-to-explain-why-dott-services-contract-was-terminated/>.
135. Olive Nakatudde, « UNRA, Dott Services to Settle Grievances in Camera », *URN*, 6 décembre 2016, consulté le 8 mars 2022, <https://ugandaradionetwork.net/story/unradott-services-settling-fight-in-closed-door-meetings>.
136. Anthony Wesaka, « Court throws out Shs21 billion UNRA case against Dott services », *Monitor*, 5 juillet 2021, consulté le 8 mars 2022, <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/court-throws-out-shs21-billion-unra-case-against-dott-services--3461844> ; Michael Odeng, « UNRA loses bid to recover sh21b from Dott services », *New Vision*, 6 juillet 2021 consulté le 8 mars 2022, <https://www.newvision.co.ug/articledetails/107982>.
137. « Dott services, UNRA in legal battle again », *Monitor*, 15 février 2018, consulté le 7 mars 2022, [https://www.monitor.co.ug/Business/Dott-services-UNRA-legal-battle-again/688322-4306504-15prd5vz/index.html?fbclid=IwAR0Br3loh1pzbhJLJ-ZZXQS\\_l033-bq68iguFL6lVEa\\_m-D7opMzt7RhyY](https://www.monitor.co.ug/Business/Dott-services-UNRA-legal-battle-again/688322-4306504-15prd5vz/index.html?fbclid=IwAR0Br3loh1pzbhJLJ-ZZXQS_l033-bq68iguFL6lVEa_m-D7opMzt7RhyY).
138. Zahra Abigaba, « Court pokes holes in UNRA probe report », *The Observer*, 18 janvier 2017, consulté le 15 mars 2022, <https://observer.ug/business-news/50839-court-pokes-holes-in-unra-probe-report> ; « Court quashes UNRA report on Dott Services Limited », *Monitor*, 15 janvier 2017, consulté le 15 mars 2022, <https://www.monitor.co.ug/Business/Court-quashes-UNRA-report-Dott-Services-Limited/688322-3518372-177cez/index.html>.
139. « Museveni blocks Dott Services from getting new govt contracts », *Monitor*, 3 mai 2017, consulté le 8 mars 2022, <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/museveni-blocks-dott-services-from-getting-new-govt-contracts-1699526> ; « Discontent over Chinese contractors' domination rocks Uganda's roads sector », *The EastAfrican*, 18 mai 2017, consulté le 8 mars 2022, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/discontent-over-chinese-contractors-domination-rocks-uganda-s-roads-sector--1366122>.
140. Stella Nankya, « Museveni warns Kagina against sabotaging local firm Dott Services », *Trumpet News*, 8 novembre 2017, consulté le 10 mars 2022, <https://trumpetnews.co.ug/museveni-warns-kagina-against-sabotaging-local-firm-dott-services/>.
141. « Museveni writes to Kagina over Dott Services "we need to create a base for our children" », *Newz Post*, 8 novembre 2017, consulté le 9 mars 2022, <https://newz.ug/museveni-writes-to-kagina-over-dott-services-we-need-to-create-a-base-for-our-children/>.
142. « Minister Nabakooba summons Dott Services over delayed works in Mbale city », *The Observer*, 25 septembre 2021, consulté le 10 mars 2022, <https://observer.ug/news/headlines/71330-minister-nabakooba-summons-dott-services-over-delayed-works-in-mbale-city>.




CONGO RESEARCH GROUP  
GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CONGO

**Congo Research Group (CRG)** a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

**Ebuteli** est un institut congolais de recherche, partenaire du Groupe d'étude sur le Congo. Nos analyses portent sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli, escalier en lingala, se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur [www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org) et sur [www.ebuteli.org](http://www.ebuteli.org)

#### **Ebuteli, asbl**

1, avenue de la paix, Immeuble SEDEC  
Kinshasa, Commune de la Gombe  
République Démocratique du Congo

🐦 @ebuteli  
[www.ebuteli.org](http://www.ebuteli.org)

#### **Center on International Cooperation**

726 Broadway, Suite 543  
NY 10003, New York  
USA

🐦 @GEC\_CRG / @ebuteli  
[www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org) / [www.ebuteli.org](http://www.ebuteli.org)  
[www.cic.nyu.edu](http://www.cic.nyu.edu)